



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC**

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

11 Laurier St./11, rue Laurier

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Miscellaneous Special Projects Division (XN)/Division
des projets spéciaux divers (XN)
Canadian Building
219 Laurier Ave. West, 13th Floor
Room 13077
Ottawa
Ontario
K1A 0S5

Title - Sujet Solution d'achats électronique(SAE)	
Solicitation No. - N° de l'invitation EN578-131350/H	Amendment No. - N° modif. 004
Client Reference No. - N° de référence du client 20131350	Date 2016-05-11
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XN-111-30112	
File No. - N° de dossier 111xn.EN578-131350	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-06-03	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Thauvette, Maxime	Buyer Id - Id de l'acheteur 111xn
Telephone No. - N° de téléphone (819) 420-2201 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

**Demande de proposition
(DP)
Modification de sollicitation: 004**

But:

Le but de cette modification est d'ajouter des termes au glossaire et de fournir des réponses aux questions reçues en ce qui concerne la présente demande propositions (DP).

(A) CHANGEMENTS

CHANGEMENT: 4

À l'annexe 5 - Glossaire, ajouter ce qui suit:

Données sur les utilisateurs de la solution : Par exemple, un compte, des notifications, des affichages personnalisés et des filtres.

Données de gestion de la SAE: Toutes les données relatives au fonctionnement, à l'administration et à la gestion de la SAE que l'entrepreneur utilise directement concernant :

- a) les demandes de services;
- b) les dossiers d'incident (à l'exception des dossiers d'incident de sécurité);
- c) les documents de facturation et les factures à l'échelle de l'organisation (et non à l'échelle de l'utilisateur);
- d) les dossiers sur les biens;
- e) les dossiers sur la configuration;
- f) les données sur le rendement du système, la capacité et la planification des ressources;
- g) les alarmes et les événements (à l'exception des alarmes et des événements en lien avec la sécurité).

Données du système de la SAE: Toutes les données que l'entrepreneur utilise pour contrôler ou modifier le fonctionnement, l'administration et la gestion de la SAE, ce qui comprend :

- a) les incidents de sécurité;
- b) la gestion de l'information et des événements de sécurité;
- c) la gestion du périmètre du réseau (p. ex. pare-feu);
- d) la gestion des intrusions et de la prévention;
- e) la protection contre les virus, les pourriels et les logiciels malveillants;
- f) la gestion de l'hyperviseur et des systèmes de la machine virtuelle;
- g) la gestion du réseau et les opérations;
- h) les fichiers, les registres et les scripts relatifs à la configuration du système;
- i) les systèmes d'authentification, d'autorisation et de comptabilité;
- j) les systèmes à disques;
- k) les services de gestion;
- l) le portail de prestation de services;
- m) les systèmes de gestion de la capacité et des ressources;
- n) la distribution, les mises à jour et les correctifs des logiciels;
- o) les services d'annuaire.

(B) QUESTIONS

QUESTION: 12

Combien d'appels d'offres prévoyez-vous publier chaque année dans le système d'approvisionnement électronique?

RÉPONSE: 12

Le Canada n'a pas fait de prévision particulière concernant le nombre d'appels d'offres qui devraient être publiés dans la SAE chaque année. Toutefois, les soumissionnaires peuvent consulter les données historiques qui se trouvent dans la section 1.3 – *Données volumétriques* de la partie 1 – *Aperçu de la Solution d'achats électroniques du Canada* de l'Annexe 1 – *Énoncé des travaux*.

QUESTION: 13

Combien d'appels d'offres sont publiés chaque année par l'ensemble du secteur public au Canada?

RÉPONSE: 13

Le Canada ignore le nombre total d'appels d'offres publiés annuellement par le secteur public élargi. Cependant, les fournisseurs peuvent consulter la liste des sites d'appels d'offres du secteur public suivante pour évaluer les volumes historiques :

Alberta : <http://vendor.purchasingconnection.ca/> [en anglais seulement]

Colombie-Britannique : <http://www.bcbid.gov.bc.ca> [en anglais seulement]

Manitoba : <http://www.merx.com>

Nouveau-Brunswick : <https://nbon-rpanb.gnb.ca/welcome?Language=Fr>

Terre-Neuve-et-Labrador : <http://www.gpa.gov.nl.ca/tenders/index.html> [en anglais seulement]

Territoires du Nord-Ouest : https://contracts.fin.gov.nt.ca/psp/fsprod1/SUPPLIER/ERP/c/GNT_SS.GNT_LOGIN.GBL [en anglais seulement]

Nouvelle-Écosse : <http://www.novascotia.ca/tenders/default.aspx> [en anglais seulement]

Nunavut : <http://www.nunavuttenders.ca/> [en anglais seulement]

Ontario : https://www.doingbusiness.mgs.gov.on.ca/mbs/psb/psb.nsf/french/etendering_pre-launch-message-fr
<https://www.doingbusiness.mgs.gov.on.ca/mbs/psb/psb.nsf/french/etendering-pre-launch-message-fr>
<https://www.doingbusiness.mgs.gov.on.ca/mbs/psb/psb.nsf/french/etendering-pre-launch-message-fr>

Île-du-Prince-Édouard : <http://www.gov.pe.ca/finance/index.php3?number=1041973> [en anglais seulement]

Québec : <https://www.seao.ca/http://www.seao.ca/>

Saskatchewan : <https://sasktenders.ca/content/public/Search.aspx> [en anglais seulement]

Yukon : <http://www.hpw.gov.yk.ca/tenders/fr/tms.html>

Il est à noter que le Canada ne garantit pas que les renseignements contenus sur ces sites Web soient exhaustifs.

QUESTION: 14

Concernant la section E2.36 – Gestion de la configuration, les détails qui sont actuellement disponibles en ce qui a trait à l'utilisation « des fonctions, des ports, des protocoles ou des services » seront-ils fournis à la signature du contrat ou à une date qui sera fixée au cours de la phase de conception?

RÉPONSE: 14

Les détails relatifs à la SAE proposée par l'entrepreneur ne seront mis à la disposition de TPSGC qu'après l'attribution du contrat. On s'attend à ce que TPSGC travaille en collaboration avec l'entrepreneur après l'attribution du contrat afin de fournir une orientation en ce qui concerne la section E 2.36 au cours de la phase de conception.

QUESTION: 15

En ce qui concerne la section E2.141 – Protection du système et des communications, TPSGC pourrait-il fournir la définition des termes « gestion des données relatives à la SAE », « données sur les utilisateurs de la SAE » et « données du système de la SAE »?

RÉPONSE: 15

Données sur les utilisateurs de la solution : Par exemple, un compte, des notifications, des affichages personnalisés et des filtres.

Données de gestion de la SAE : Toutes les données relatives au fonctionnement, à l'administration et à la gestion de la SAE que l'entrepreneur utilise directement concernant :

- a) les demandes de services;
- b) les dossiers d'incident (à l'exception des dossiers d'incident de sécurité);
- c) les documents de facturation et les factures à l'échelle de l'organisation (et non à l'échelle de l'utilisateur);
- d) les dossiers sur les biens;
- e) les dossiers sur la configuration;
- f) les données sur le rendement du système, la capacité et la planification des ressources;
- g) les alarmes et les événements (à l'exception des alarmes et des événements en lien avec la sécurité).

Données du système de la SAE : Toutes les données que l'entrepreneur utilise pour contrôler ou modifier le fonctionnement, l'administration et la gestion de la SAE, ce qui comprend :

- a) les incidents de sécurité;
- b) la gestion de l'information et des événements de sécurité;
- c) la gestion du périmètre du réseau (p. ex. pare-feu);
- d) la gestion des intrusions et de la prévention;
- e) la protection contre les virus, les pourriels et les logiciels malveillants;
- f) la gestion de l'hyperviseur et des systèmes de la machine virtuelle;
- g) la gestion du réseau et les opérations;
- h) les fichiers, les registres et les scripts relatifs à la configuration du système;
- i) les systèmes d'authentification, d'autorisation et de comptabilité;
- j) les systèmes à disques;
- k) les services de gestion;
- l) le portail de prestation de services;
- m) les systèmes de gestion de la capacité et des ressources;
- n) la distribution, les mises à jour et les correctifs des logiciels;
- o) les services d'annuaire.

Ces définitions seront ajoutées à l'annexe 5 – Glossaire dans le cadre d'une modification de la demande de propositions.

QUESTION: 16

Dans la section E2.7 – Contrôle de l'accès, il est précisé dans le sous-élément b) iii) qu'il faut « Permettre l'application en temps réel des politiques de prévention de pertes de données selon le contenu des attributs des transactions effectuées dans la SAE de TPSGC, notamment : [dans des] iii) Domaine(s) spécifique(s) ». TPSGC pourrait-il cerner et définir la notion de « b) iii) Domaine(s) spécifique(s) »?

RÉPONSE: 16

La prévention de la perte de données comprend des ensembles de politiques relatives à des domaines particuliers, dont ceux comportant souvent du contenu malveillant.

QUESTION: 17

Pour la section 4.5.1.3 – Groupe 3 : Administrateurs de système, TPSGC peut-il confirmer si l'administrateur de système du groupe 3 est le seul à devoir utiliser un service de gestion de l'identité, des justificatifs d'identité et de l'accès (GIJIA) fourni par l'entrepreneur, et que les groupes 1 et 2 utiliseront les services maCLÉ et CLÉGC pour fournir toutes les fonctions liées à la GIJIA?

RÉPONSE: 17

Oui, le groupe 3 : l'entrepreneur devra fournir des services de gestion de l'identité, des justificatifs d'identité et de l'accès aux administrateurs de système. Toutefois, cela pourrait également être le cas pour le groupe 2 : les utilisateurs autres que les utilisateurs du gouvernement du Canada devront avoir recours aux services de gestion de l'identité, des justificatifs d'identité et de l'accès fournis par l'entrepreneur (comme il est indiqué à la section 4.5.1.2 de l'Annexe 1). Quant au groupe 1, les utilisateurs du gouvernement du Canada utiliseront maCLÉ (comme il est indiqué à la section 4.5.1.1 de l'Annexe 1).

QUESTION: 18

Bien que les exigences relatives à la sécurité ne soient pas exprimées dans la DP au moyen des contrôles de sécurité énoncés dans le document ITSG-33, pouvez-vous confirmer que le processus d'évaluation et d'autorisation de sécurité respectera, en règle générale, les contrôles décrits dans le document ITSG-33, qui sont actuellement utilisés dans le cadre du processus d'évaluation et d'autorisation de sécurité du gouvernement du Canada? Si ce n'est pas le cas, pouvez-vous décrire les contrôles?

RÉPONSE: 18

Le Canada suivra le processus d'évaluation et d'autorisation de sécurité, comme il est décrit aux annexes 1 et 2. De plus, le Canada s'attend à ce que l'entrepreneur respecte les exigences de sécurité décrites dans la DP.

QUESTION: 19

En ce qui concerne le point g) Base d'utilisateurs au GC de la section 1.3 Données volumétriques (page 88), prévoit-on que la base d'utilisateurs de 3 500 employés et de 60 000 utilisateurs commencera à utiliser la SAE dès le début (jour 1) du déploiement de la Solution?

RÉPONSE: 19

Non, on ne s'attend pas à ce que tous les utilisateurs utilisent la SAE dès le premier jour. Le déploiement pour les utilisateurs dépendra des services de transition d'entrée, comme il est décrit à la section 6.8.1 de l'Annexe 1 – Énoncé des travaux.

QUESTION: 20

Il est difficile de déterminer si les exigences fonctionnelles énoncées à la partie 3 sont obligatoires. Pouvez-vous le confirmer?

RÉPONSE: 20

Oui. Les exigences fonctionnelles énoncées à la partie 3 de l'*Annexe 1 – Énoncé des travaux* sont obligatoires.

QUESTION: 21

Les paragraphes 7.5.A.e et 7.6.6 (sous-traitance) de la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent prévoient que les contrats de sous-traitance doivent être approuvés par la Direction de l'intégration des services à la clientèle (DISC) et TPSGC, et qu'une attestation de sécurité d'organisme doit être obtenue. Comme notre appel d'offres concernera des sous-traitants étrangers, lesquels ne posséderont donc pas d'attestation de sécurité d'organisme canadienne, quelle attestation est-elle requise pour l'obtention de l'approbation de la DISC et de TPSGC?

RÉPONSE: 21

Le Canada utilisera des accords internationaux bilatéraux en matière de sécurité industrielle pour valider les exigences relatives à la sécurité pour les fournisseurs étrangers. Ces accords permettent l'échange et la protection de renseignements et de biens classifiés et protégés entre le Canada et ses alliés internationaux. Pour obtenir de plus amples renseignements, reportez-vous à la section 7.5.B – *Exigences relatives à la sécurité pour les fournisseurs étrangers* et à la section 6.1 – *Exigences relatives à la sécurité pour les fournisseurs étrangers*.

QUESTION: 22

Le critère O1 de la Pièce jointe 2 de la partie 4 prévoit ceci : « (e) un minimum de 7 500 contrats, au cours d'une période de douze mois consécutifs, ont été attribués dans la SAE [...] ». Fait-on référence aux 7 500 nouveaux contrats nets qui ont été mis en place pendant les 12 mois consécutifs, ou plutôt au nombre de contrats qui étaient actifs durant ces 12 mois consécutifs?

RÉPONSE: 22

Les contrats doivent avoir été attribués au cours de la période de 12 mois consécutifs. Le critère ne vise pas à évaluer le nombre de contrats qui étaient simplement actifs au cours de la période de 12 mois consécutifs.

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS ET LES CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉES.